

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

2462^e

SÉANCE : 3 AOÛT 1983

NEW YORK

IN LIBRARY
APR 04 1993
UN/DA COLLECTION

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2462).....	1
Adoption de l'ordre du jour.....	1
Lettre, en date du 2 août 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15902).....	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2462^e SÉANCE

Tenue à New York le mercredi 3 août 1983, à 13 h 30.

Président : M. Luc de La BARRE de NANTEUIL (France).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guyana, Jordanie, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre, Zimbabwe.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2462)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 2 août 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15902).

La séance est ouverte à 14 h 15.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Lettre, en date du 2 août 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15902)

1. Le PRÉSIDENT : Je voudrais informer les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants du Tchad et de la Jamahiriya arabe libyenne des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. Barma (Tchad) et M. Burwin (Jamahiriya arabe libyenne) prennent place à la table du Conseil.

2. Le PRÉSIDENT : Le Conseil se réunit aujourd'hui en réponse à la demande figurant dans la lettre, en date du 2 août, adressée au Président du Conseil par le représentant du Tchad.

3. Les membres du Conseil sont également saisis du document S/15903, qui contient le texte d'une lettre en

date du 2 août, adressée au Président du Conseil par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne.

4. Le premier orateur est le représentant du Tchad, à qui je donne la parole.

5. M. BARMA (Tchad) : Monsieur le Président, c'est avec une émotion particulière que je prends la parole devant le Conseil pour présenter l'objet de notre plainte au moment où mon pays, le Tchad, est l'objet d'une agression ouverte de la part de la Libye.

6. Mais, avant de le faire, permettez-moi, au nom de ma délégation, d'exprimer notre satisfaction de vous voir accéder à la présidence pour le mois d'août. Les liens historiques entre la France et le Tchad, point n'est besoin de le souligner, sont connus de tous. La France a eu à exercer des responsabilités particulières à l'égard du Tchad. En raison donc de ce passé, et surtout de votre vaste expérience d'homme d'Etat, de diplomate avisé et de votre connaissance personnelle du sujet qui nous occupe, nous sommes convaincus que les délibérations du Conseil aboutiront à un résultat heureux pour le peuple tchadien martyr.

7. Nous aimerions également saisir cette occasion pour exprimer notre haute appréciation pour la manière remarquable dont M. Ling Qing, représentant de la République populaire de Chine, a dirigé les travaux du Conseil pendant le mois écoulé. L'excellence des relations entre la Chine et le Tchad a été confirmée par la visite officielle que le Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Tchad a effectuée dernièrement à Beijing.

8. Enfin, nous vous sommes reconnaissants, ainsi qu'aux membres du Conseil, d'avoir répondu avec promptitude à l'appel de mon gouvernement et du peuple tchadien tout entier au moment où ils traversent une période critique de leur histoire.

9. Depuis le 31 juillet, jour où les forces armées nationales tchadiennes ont reconquis la ville de Faya-Largeau, au nord du Tchad, l'aviation libyenne est entrée en action, intensifiant cruellement l'agression barbare de la Libye contre le Tchad. Depuis cette date, cette ville subit quotidiennement, et ce jusqu'à l'heure où je vous parle, les bombardements massifs et systématiques des Mig-21 et 23, des Tupolev-22 et des Mirage libyens. Rien que dans la nuit du 1^{er} au 2 août, ces avions ont bombardé la ville pendant sept heures, faisant ainsi

de nombreuses victimes parmi la population civile innocente.

10. Il s'agit là d'un génocide perpétré de façon délibérée contre le peuple martyr du Tchad qui ne demande qu'à vivre en paix et en bonne intelligence avec tous les peuples frères et voisins, y compris le peuple libyen.

11. Cette situation met incontestablement en danger la paix et la sécurité dans la région et c'est pourquoi le Tchad s'adresse aujourd'hui au Conseil — organe principal chargé, aux termes de la Charte des Nations Unies, d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales —, afin qu'il puisse assumer ses responsabilités dans cette grave situation qui prévaut entre le Tchad et la Libye, par la faute de cette dernière.

12. Il vous souviendra qu'au mois de mars dernier [S/15643], le Tchad avait porté plainte contre la Libye pour son occupation militaire illégale d'une partie du territoire tchadien, communément appelée "bande d'Aouzou". Malgré les dénégations répétées de la Libye, les débats du Conseil ont établi clairement l'existence d'un conflit frontalier entre les deux pays. C'est pourquoi, à l'issue de ces débats, une importante déclaration a été adoptée à l'unanimité par les membres du Conseil [S/15688], invitant les deux parties à résoudre leur conflit par la voie pacifique, surtout dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), conformément aux principes du respect de l'indépendance politique, de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale. Mais dans la déclaration, il était surtout demandé instamment aux deux parties de s'abstenir de toute action qui risquerait d'aggraver la situation.

13. Foulant allègrement aux pieds cette déclaration, le Gouvernement libyen a non seulement continué d'étendre son occupation militaire du territoire tchadien, mais a entrepris une véritable action de déstabilisation contre le Tchad. En effet, dès le 8 avril, soit deux jours après l'adoption de la déclaration du Conseil, des avions libyens ont commencé à survoler certaines localités du Tchad, notamment les préfectures du Borkou-Ennedi-Tibeshi et du Kanem. Cet incident et d'autres qui ont suivi ont été portés à la connaissance des membres du Conseil par le Gouvernement tchadien dans ses lettres datées des 8 et 19 avril [S/15693 et S/15709]. Parallèlement, la Libye a lancé ses hordes de mercenaires et sa légion islamique à la conquête des villes de Bardai, Wour, Zouar, Ounianga-Kébir et Yebbi-bou. Cet expansionnisme libyen a atteint son paroxysme avec l'occupation, le 23 juin dernier, de la ville de Faya-Largeau, principale localité du nord du pays.

14. Le Président de la République, M. Hissein Habré, avait alors personnellement porté à la connaissance du Conseil cette escalade de l'agression libyenne par un message en date du 23 juin [S/15843]. Poursuivant son action expansionniste, le Gouvernement libyen a lancé sa légion islamique et ses mercenaires contre l'est du pays, occupant successivement les localités de Fada,

Kalaït, Oum-Chalouba, Arada, Biltine et Abéché. Mais grâce à la réaction énergique des forces gouvernementales, soutenues par une aide appréciable, et grâce également à la compréhension des pays amis, l'ennemi a été mis en déroute et le pouvoir central a repris le contrôle de tout l'est du pays.

15. C'est ici le lieu de rendre un vibrant hommage à ces pays amis et frères qui ont répondu positivement à l'appel du Tchad ainsi qu'à ceux qui n'ont pas manqué d'exprimer leur soutien politique et diplomatique au Gouvernement légitime de la République du Tchad.

16. La libération de la ville stratégique de Faya-Largeau, devenue capitale politique de l'armée d'occupation libyenne et de ses mercenaires de tout bord, a constitué, vous vous en doutez, un coup dur pour le colonel Kadhafi dans son entreprise satanique d'envahissement et d'annexion du Tchad. On peut dès lors imaginer aisément la rage avec laquelle son aviation pilonne sans discernement la ville de Faya-Largeau et ses environs, causant d'énormes pertes en vies humaines et en matériel.

17. L'intention inavouée de la Libye, en se livrant, contrairement aux règles internationales, à ces actes d'agression contre un pays voisin et frère, est de déstabiliser son régime afin d'en installer un autre à sa dévotion et, partant, de perpétuer son occupation illégale de la bande d'Aouzou, voire d'annexer tout le pays et de s'en servir comme base d'agression contre les pays voisins, ce qui lui permettrait de réaliser son rêve diabolique de créer les fameux "Etats-Unis du Sahel".

18. Comme chacun sait, le Tchad vit depuis près de deux décennies un véritable drame suscité et entretenu de l'extérieur et, en premier lieu, par la Libye.

19. Les différents gouvernements tchadiens qui se sont succédé à N'Djamena et, en particulier, celui présidé par M. Hissein Habré, n'ont ménagé ni leur temps ni leurs efforts pour tenter de normaliser les relations entre les deux pays. Pour ne citer que le dernier exemple, des négociations ont été engagées à N'Djamena, puis à Tripoli, dans le courant de l'année 1983, pour trouver une solution au différend entre le Tchad et la Libye. Mais les conditions posées par cette dernière, que nous avons révélées devant la communauté internationale lors des derniers débats du Conseil sur la plainte tchadienne [2419^e séance, par. 177] ont été d'une telle arrogance que la délégation tchadienne les avait rejetées en bloc. Il s'agissait pour le Tchad, rappelons-le, premièrement, de se constituer en république islamique, alors que le pays a définitivement opté pour la laïcité, ce qui ne l'a pas empêché d'être membre fondateur de l'Organisation de la Conférence islamique; deuxièmement, de former une alliance stratégique avec la Libye dans le dessein de déstabiliser les pays voisins tels que le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Soudan, qu'elle qualifie de régimes réactionnaires; troisièmement, enfin, que notre pays accepte de ne considérer que les frontières historiques entre les deux

pays, ce qui équivaut, pour le Tchad, à accepter une fusion pure et simple avec la Libye, comme elle a tenté de le faire en janvier 1981, tout comme avec d'autres pays.

20. Malgré le rejet de ces conditions, notre gouvernement a toujours exprimé sa disponibilité de maintenir le dialogue avec la Libye pour trouver une solution pacifique à leur différend. Ceci ressort clairement des lettres envoyées par notre pays au Président du Conseil les 27 juillet et 1^{er} août 1983 [S/15889 et S/15897].

21. On comprend dès lors très difficilement que le régime de Tripoli s'acharne à vouloir asservir coûte que coûte le Tchad par la force et ce, au mépris de toutes les règles internationales. En prenant même comme exemple l'Accord de Lagos [S/14378, annexe I] qui, pour les Libyens, serait valable, alors que tout le monde sait qu'il a été rendu caduc, une des dispositions principales de cet accord n'interdisait-elle pas aux pays voisins de s'ingérer dans les affaires intérieures du Tchad ? Or voilà que les avions libyens bombardent sauvagement des villes tchadiennes, commettant ainsi un véritable génocide.

22. Le Tchad est aujourd'hui victime d'une agression ouverte de la part de la Libye, en violation flagrante des principes de la Charte des Nations Unies, de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine et du mouvement des pays non alignés. Cela est admis de façon implicite par le Gouvernement libyen même, à entendre ses porte-parole.

23. La Libye est responsable des pertes en vies humaines de paisibles populations tchadiennes. La Libye est responsable de la destruction massive du patrimoine tchadien. La Libye est responsable du blocage du développement socio-économique du Tchad, voire de son recul pour être placé en tête de liste des pays les plus pauvres du globe. La Libye a toujours été et reste un obstacle majeur à l'œuvre de réconciliation nationale entre les Tchadiens.

24. Le Tchad demande avec insistance au Conseil d'assumer pleinement ses responsabilités conformément à la Charte des Nations Unies en condamnant fermement la Libye pour ses bombardements aériens intensifs de localités tchadiennes et en lui intimant l'ordre de cesser immédiatement ces bombardements et de retirer sans délai ses troupes d'occupation du Tchad.

25. Malgré cette action criminelle de la Libye contre mon pays, le Tchad demeure toujours disposé au dialogue pour le règlement pacifique de ce conflit. En effet, comme l'a souligné le Président de la République dans le message qu'il a adressé au Président du Conseil de sécurité le 17 mars :

“Le Tchad doit exister comme tout Etat souverain et son intégrité territoriale acquise à son indépendance le 11 août 1960 doit être préservée conformément au principe de l'intangibilité des frontières

héritées de la colonisation auquel les pays africains, dont la Jamahiriya arabe libyenne, ont solennellement souscrit en 1964 au Caire. Le peuple du Tchad réclame le droit de vivre en paix à l'intérieur des frontières héritées de la colonisation et internationalement reconnues.” [Voir S/15644.]

26. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, à qui je donne la parole.

27. M. BURWIN (Jamahiriya arabe libyenne) [*interprétation de l'arabe*] : Monsieur le Président, j'ai déjà eu le plaisir de vous exprimer mon appréciation à l'occasion de votre accession à la présidence pour le mois en cours, et de dire combien nous avons apprécié les qualités remarquables dont a fait preuve le représentant de la Chine en dirigeant les travaux du Conseil pendant le mois dernier.

28. La position de la Jamahiriya arabe libyenne au sujet des événements qui se déroulent au Tchad a été précisée dans des déclarations antérieures faites au Conseil et dans plusieurs lettres qui lui ont été adressées, notamment dans celles qui font l'objet des documents S/15844 du 27 juin, S/15856 du 6 juillet et S/15903 du 2 août, ainsi que dans la lettre que nous avons adressée au Président du Conseil ce matin 3 août [S/15906].

29. Si nous participons à ces délibérations, c'est d'abord pour aider le Conseil à prendre connaissance des raisons qui motivent ces événements douloureux auxquels le peuple tchadien est soumis depuis des années et pour expliquer le point de vue de la Libye à cet égard. Ma déclaration n'est pas une réponse à ceux qui prétendent représenter le Tchad, car l'actuel gouvernement du pays est illégitime et composé d'insurgés. A cet égard, je tiens à opposer de nouveau le démenti catégorique de la Jamahiriya arabe libyenne à toutes les allégations contenues dans les documents S/15897 et S/15898 du 1^{er} août et S/15902 du 2 août, de même que dans la déclaration qui vient d'être faite devant le Conseil. La Jamahiriya arabe libyenne n'intervient pas dans les affaires du Tchad et n'a envoyé ni avions ni troupes dans ce pays. J'aimerais qu'on ait la même attitude à notre égard, et notamment que le porte-avions de la 6^e flotte des Etats-Unis et les avions qui sont à bord cessent de violer l'espace aérien libyen et les eaux libyennes et de se livrer à des activités d'espionnage au-dessus du territoire libyen. La Jamahiriya a déclaré sa neutralité dans le conflit actuel du Tchad et a proposé que l'OUA envoie une mission d'enquête au Tchad pour s'assurer de cette neutralité et la certifier. A ce propos, je voudrais lire la lettre que nous avons adressée ce matin au Président du Conseil. Elle se lit ainsi :

[L'orateur donne lecture de la lettre figurant au document S/15906.]

30. Je tiens à déclarer que la Jamahiriya arabe libyenne croit fermement dans les principes des Nations

Unies, de l'OUA et du mouvement des pays non alignés et qu'elle respecte les principes de l'indépendance politique, de l'intégrité territoriale de tous les Etats, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats et de bon voisinage.

31. Le peuple de la Jamahiriya et le peuple du Tchad sont unis par des liens spirituels, culturels, géographiques et historiques. Ils ont une histoire commune de lutte contre le colonialisme. Quand ils luttèrent contre la domination coloniale pendant ce siècle-ci, ils se battaient côte à côte. Les Libyens se sont battus contre le colonialisme français sur le territoire tchadien et le peuple du Tchad s'est battu sur le sol libyen contre le colonialisme fasciste italien. De plus, des milliers de Libyens ont trouvé refuge au Tchad pendant la lutte de libération libyenne contre le colonialisme fasciste. Par ailleurs, des milliers de tchadiens vivent actuellement dans la Jamahiriya où ils travaillent et sont traités en frères.

32. La situation explosive qui règne au Tchad et la guerre civile dans le pays n'ont rien de nouveau. Elles sont en fait le résultat du colonialisme. Le Tchad a accédé à l'indépendance au début des années 60 et les troubles ont commencé en 1963; la guerre civile a éclaté en 1965 et elle continue à l'heure actuelle.

33. Le conflit du Tchad est un conflit entre les factions de ce pays et a été causé par des facteurs religieux, tribaux et ethniques et des luttes pour le pouvoir fomentées par le colonialisme.

34. La Jamahiriya arabe libyenne a pris soin de préserver les relations fraternelles et de bon voisinage qui unissent les peuples libyen et tchadien et a toujours cherché à réaliser l'unité du peuple tchadien, sa sécurité et sa stabilité. La Libye a été le premier Etat à essayer de réaliser une réconciliation nationale au Tchad et de mettre fin à la tragédie qui afflige le peuple tchadien depuis le début des années 60. Entre autres résultats du conflit du Tchad, il y a les effets négatifs de ce conflit sur la Jamahiriya. Nous trouvons maintenant des forces étrangères — une présence militaire colonialiste franco-américaine — sur nos frontières méridionales. Du début des années 60 à la première conférence de réconciliation nationale, tenue à Sebha, en Jamahiriya, en février 1978, la Jamahiriya a joué un rôle important dans les efforts pour briser la barrière psychologique entre le FROLINAT [*Front de libération nationale du Tchad*] et le Gouvernement tchadien et pour amener la reconnaissance mutuelle entre les deux parties aux réunions de Sebha et de Benghazi qui se sont terminées le 27 mars 1978. La Jamahiriya a également participé à toutes les conférences qui se sont tenues par la suite à Lagos afin de réaliser la réconciliation nationale du Tchad, conférences qui ont abouti à l'Accord de Lagos et au Gouvernement d'union nationale de transition, dans lequel toutes les factions tchadiennes étaient incluses, sous la direction de Goukouni Weddey, dont le gouvernement a été reconnu par l'OUA.

35. Le problème du Tchad est l'une des questions complexes dont l'OUA a à connaître. Il a fallu des efforts intenses des présidents des Etats voisins pendant les cinq dernières années pour restaurer la paix dans ce pays frère. Cependant, ces efforts se sont toujours heurtés aux manœuvres et aux complots des colonialistes et de leurs laquais avides de pouvoir qui ne tenaient pas à voir la paix et la sécurité régner dans le pays. Ainsi, nous avons vu l'un des laquais du colonialisme, Hissein Habré, violer tous les accords conclus entre les différentes factions en conflit. Ceux qui suivent la vie de ce personnage savent très bien qui il est et ce qu'il veut. Bref, c'est un aventurier dont l'unique souci est de devenir président du pays par tous les moyens. Hissein Habré a toujours cherché à attiser les flammes de la guerre civile afin de pouvoir, avec l'aide de certains Etats, éliminer toutes les autres factions au Tchad et monter au pouvoir sur les cadavres des Tchadiens.

36. La chose est très évidente. Après avoir signé avec le gouvernement du général Félix Malloum un accord qui lui permettait d'atteindre la capitale tchadienne et d'occuper le poste de premier ministre le 31 août 1978, il a décidé qu'il n'aimait pas ce poste et a commencé à manigancer pour s'emparer de la présidence. Il a violé l'accord de Khartoum et déchaîné une guerre prolongée contre la capitale, guerre qui a fait des milliers d'innocentes victimes.

37. A l'époque, la Libye n'était pas responsable de ce qui se passait au Tchad. Les Etats voisins ont pris l'initiative d'efforts collectifs pour résoudre le problème. Ils ont ainsi pu réunir la première Conférence de Kano, tenue du 8 au 15 mars 1979, et signer le 15 mars un accord qui a mené à la démission du président Félix Malloum et de Hissein Habré de leurs postes respectifs et à la formation d'un conseil d'Etat provisoire, avec à sa tête Goukouni Weddey, chargé de s'occuper des affaires du pays en attendant la formation d'un gouvernement d'union nationale de transition comprenant toutes les factions tchadiennes.

38. Hissein Habré a continué ses manœuvres sinistres et, trompant Goukouni Weddey, a formé un gouvernement incorporant les deux factions seulement, à l'exclusion de toutes les autres. Le résultat a été que la guerre civile a continué et que les Etats voisins ont dû faire de nouveaux efforts pour aboutir à la paix et à la réconciliation nationale. Après quoi la première Conférence de Lagos, que Hissein a boycottée, s'est réunie du 25 au 27 mai 1979 et a publié une déclaration, le 27 mai, dans laquelle elle faisait ressortir que le gouvernement constitué alors l'avait été en violation de l'accord de Kano et que sa formation était un acte inadmissible. Dans cette déclaration, la Conférence demandait à ce prétendu gouvernement de se désister immédiatement et de se mettre d'accord avec les autres factions pour former un gouvernement d'union nationale de transition. Mais Hissein Habré n'a accepté de dissoudre le gouvernement qu'après qu'il se fut assuré que l'OUA rejetait ce gouvernement et que Goukouni Wed-

dei l'abandonnerait parce qu'il avait commencé à douter des intentions d'Hissein Habré.

39. Ainsi, la deuxième Conférence de Lagos s'est réunie du 13 au 21 août 1979. Onze factions tchadiennes y ont participé, y compris celle de l'armée du nord, dirigée par Hissein Habré. Toutes ces factions ont signé l'accord qui portait formation d'un gouvernement d'union nationale de transition le 10 novembre 1979, sous la direction de Goukouni Weddey et incluant toutes les factions en conflit au Tchad.

40. Hissein Habré a assumé les fonctions de ministre de la défense et, là aussi, il a montré à quel point il était ambitieux. Il s'est servi de son poste pour consolider ses forces et semer la discorde parmi les Tchadiens. Ses forces ont lancé une agression contre les autres forces à partir du 21 mars 1980, ce qui a amené le gouvernement d'union nationale à le destituer en tant qu'insurgé qui avait violé l'Accord de Lagos. Le gouvernement a mobilisé ses forces pour mater la rébellion, et il y est parvenu en décembre 1980.

41. La Libye, à la demande du gouvernement légitime et conformément à l'accord intervenu entre les deux pays, a décidé de mettre un terme à la rébellion. Pour la première fois depuis 1965, le Tchad connaissait la paix. Mais Hissein Habré n'a pas désespéré, puisque sa cause avait été épousée par certains Etats africains et par les Etats-Unis qui lui fournissaient de vastes quantités d'armes et un grand nombre de conseillers militaires et de mercenaires. Il a saisi l'occasion du retrait des Libyens du Tchad pour déclencher de nouveau la guerre civile et il est arrivé, en collusion avec certains Etats africains qui avaient des forces au Tchad en tant que partie des forces de l'OUA, à rentrer dans la capitale et à expulser le gouvernement légitime, constitué en vertu de l'Accord de Lagos et reconnu par l'OUA. Ce gouvernement s'est transporté au nord du Tchad et a fait de Bardaï sa capitale. Hissein Habré, profitant des difficultés que connaissait le gouvernement légitime, est entré en contact avec d'autres Etats pour essayer d'enlever sa légitimité au gouvernement d'union nationale de transition.

42. A cet égard, il convient de mentionner que le message adressé au Président du Conseil n'émanait pas du Tchad. Où étaient les forces zaïroises qui faisaient alors partie du contingent africain ? Où était la conscience du Gouvernement américain et d'autres puissances colonialistes, quand les forces de Habré ont commencé à attaquer le gouvernement légitime du pays ? Les Etats-Unis sont intervenus et il y a intervention déclarée, officielle des Etats-Unis, de la France et des forces zaïroises. Il ne semble cependant pas que cette intervention, pas plus que la présence de ces gouvernements, pèse sur la conscience du Gouvernement américain, et il paraîtrait plutôt que ces forces sont au Tchad pour protéger un gouvernement légitime, élu, et respectueux des droits de l'homme.

43. Rappelons aussi que Hissein Habré a jadis arrêté des archéologues, y compris une Française,

Mme Claustre. La France s'en souvient, Habré a également fait assassiner l'émissaire français qui avait été envoyé pour négocier avec lui. Après négociations, et avec l'aide de la Libye, il a été possible de relâcher Mme Claustre.

44. On nous dit que le gouvernement de Habré est un gouvernement légitimement élu, respectueux des droits de l'homme, critère nécessaire dans les relations entre les Etats-Unis et les gouvernements étrangers. Mais tout cela est faux. Le Gouvernement des Etats-Unis ne se soucie ni de droits de l'homme ni d'élections et ne s'occupe que de ceux qui protègent ses intérêts en imposant des régimes dictatoriaux. Il ne se soucie que de ceux qui veulent bien être ses laquais et non ses amis, de gens sans amour-propre, de gens qui, pour une poignée de dollars que leur verse la Central Intelligence Agency des Etats-Unis, instaureront une dictature pour dominer leurs peuples.

45. Lorsque, récemment, le gouvernement légitime de Goukouni Weddey a pu organiser ses forces et remporter plusieurs victoires contre les forces rebelles d'Hissein Habré, les forces impérialistes et certains Etats laquais ont élevé la voix pour se plaindre d'une intervention libyenne au Tchad. Ces voix se sont tues quand Habré s'est révolté contre le gouvernement légitime en mars 1980. Pourquoi ces puissances n'ont-elles pas bougé ou fourni au gouvernement des armes et des troupes, comme elles le font maintenant pour le gouvernement d'Habré, si elle veulent réellement la paix au Tchad ? Pourquoi n'ont-elles pas protesté contre l'intervention directe du Zaïre au Tchad ni demandé au Zaïre de retirer ses forces du Tchad, comme elles l'avaient fait pour la Libye en 1980 ?

46. La cause de l'aggravation de la situation au Tchad, qui met en danger la paix et la sécurité dans la région, est l'intervention étrangère, particulièrement l'intervention directe des Etats-Unis et de la France. Ces pays ont établi un pont aérien pour fournir de l'équipement aux forces rebelles d'Hissein Habré et leur envoyer des conseillers militaires. Le Zaïre a également envoyé plus de 2 000 soldats pour combattre aux côtés des forces d'Hissein Habré, et des mercenaires ont en outre été recrutés en France et en Belgique.

47. Les journaux publiés aujourd'hui font savoir que l'assistance française s'élève déjà à 40 millions de dollars, mais qu'elle est illimitée et pourrait augmenter. Quant à l'assistance déclarée des Etats-Unis, elle s'élève à 10 millions de dollars, et une nouvelle somme de 10 millions de dollars a été allouée pour l'envoi de missiles antiaériens Redeye. Des conseillers militaires américains ont été dépêchés à N'Djamena où ils se trouvent peut-être déjà. Les Etats-Unis font pression sur la France pour qu'elle utilise ses avions ou ses forces aériennes et ils exercent leurs pressions en promettant une aide matérielle. Un "comité" a été créé, qui est dirigé par le Président des Etats-Unis, pour

planifier une intervention dans les affaires du Tchad et de la Libye.

48. Je regrette d'avoir à parler de la France alors que c'est son représentant qui préside le Conseil, mais les faits sont là.

49. Cette intervention continue ne peut qu'aggraver la situation et ne peut restaurer la paix au Tchad. La Jamahiriya arabe libyenne condamne ces actes d'intervention et demande qu'il y soit mis fin immédiatement; elle demande le retrait des forces zaïroises et des autres forces ainsi que des conseillers militaires américains et français, et demande qu'il soit mis un terme aux livraisons d'armes afin de permettre au peuple tchadien de gérer ses propres affaires et de rétablir la sécurité au Tchad.

50. Ce qui se passe au Tchad est un problème interne qui ne concerne que les Tchadiens. Une solution à ce problème doit être trouvée dans le cadre de l'OUA et conformément à l'Accord de l'OUA [S/14378, annexe I] entériné par l'OUA. A cet égard, je rappellerai la déclaration publiée le mois dernier par le Bureau de l'OUA. Au quatrième paragraphe de ce document, le Bureau

“demande au Président en exercice de l'OUA de prendre toute mesure, y compris la réunion du Comité permanent pour le Tchad, en vue d'instaurer une paix durable au Tchad”*.

51. L'OUA étudie le problème du Tchad. Des contacts sont pris actuellement. A notre avis, la Charte des Nations Unies elle-même encourage les initiatives et solutions régionales et les négociations bilatérales. La Jamahiriya arabe libyenne est prête à régler n'importe quel problème avec le gouvernement légitime du Tchad, celui de Goukouni Weddey, n'importe où et n'importe quand.

52. Si l'on veut vraiment restaurer la paix au Tchad, il faut agir immédiatement et convoquer une conférence de réconciliation nationale sous les auspices de l'OUA, à laquelle participeraient toutes les factions tchadiennes qui ont signé l'Accord de Lagos. En outre, il faut mettre fin à l'intervention étrangère dans les affaires intérieures du Tchad et à la fourniture d'armes aux forces rebelles d'Hissein Habré.

53. La Jamahiriya est toujours prête à œuvrer avec les Etats frères d'Afrique pour contribuer à assurer la paix et la sécurité au Tchad.

54. Une question se pose : qui est responsable de ce qui se passe au Tchad ? Je dirai que les responsables des meurtres et des massacres au Tchad sont les rebelles, les forces impérialistes et ceux qui interviennent actuellement au Tchad, en particulier la France et les Etats-Unis.

55. Même les moyens d'information de masse disent qu'il leur est difficile — ou plutôt qu'ils n'ont même pas été à même — de vérifier l'exactitude des allégations du régime d'Habré à propos des raids d'avions de guerre libyens sur Faya-Largeau. La raison en est que le gouvernement illégitime d'Habré a interdit aux journalistes l'accès à cette ville.

56. Permettez-moi, Monsieur le Président, de me référer à la déclaration faite par le représentant du Tchad, ou plutôt du gouvernement illégitime du Tchad, et je répète que la Jamahiriya arabe libyenne n'occupe aucune partie du Tchad et n'a aucune vue sur le territoire d'autres Etats. Les forces libyennes se trouvaient au Tchad légitimement et si la Libye avait voulu imposer sa volonté au Tchad, c'est alors qu'elle l'aurait fait. De plus, les allégations des puissances impérialistes et de leurs laquais concernant la prétendue légion islamique libyenne sont inventées de toutes pièces par les moyens d'information et les laquais de l'impérialisme qui se trouvent dans la région.

57. Du point de vue de la Libye en particulier, le problème du Tchad est un prétexte dont se sert notamment le gouvernement américain pour satisfaire son désir de dominer les peuples du monde. Ce qui arrive à la Libye arrive aussi au Nicaragua, en Amérique centrale, et dans le Sud-Est asiatique. Les Etats-Unis ne veulent pas de gouvernements nationaux : le Gouvernement des Etats-Unis veut retourner en Libye, d'où il a été expulsé, afin de pouvoir exploiter notre pétrole et notre espace aérien et construire des bases militaires dans l'intention d'intervenir dans les Etats voisins, d'espionner les Etats arabes et africains, d'appuyer l'entité sioniste expansionniste dans la région du Moyen-Orient et de museler tous ceux qui s'élèvent contre sa politique immorale, en particulier à propos de la question du Moyen-Orient.

58. Le PRÉSIDENT : Je suis obligé de faire remarquer au représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, en tant que président, que la lettre qui a été adressée par le représentant du Tchad l'a été au nom du Gouvernement tchadien.

59. Je donne maintenant la parole au représentant du Zaïre qui a demandé à exercer son droit de réponse.

60. M. UMBA di LUTETE (Zaïre) : Monsieur le Président, malgré la gravité de la situation, je voudrais quand même saisir l'occasion qui m'est offerte pour me réjouir de façon particulière de votre présidence. Non seulement votre pays entretient d'excellents rapports avec le mien, mais je constate également que votre délégation et la mienne entretiennent d'excellentes relations. Je ne doute pas un seul instant que votre compétence, votre expérience, que vous avez déjà souvent mises au service du Conseil, nous seront aussi d'un secours très appréciable.

61. Je voudrais en outre, par la même occasion, associer à cet hommage le représentant de la Chine qui

* Cité en anglais par l'orateur.

a présidé le Conseil le mois passé avec tant de compétence.

62. Pour en revenir à la question qui nous occupe, je dirai brièvement ceci : dans mon dialecte, on dit que lorsque vous voulez arrêter un fou qui est nu, il faut d'abord vous habiller vous-même, car si vous adoptez exactement la même méthode que lui, les gens vont se demander finalement qui est fou.

63. Ainsi l'on a traité tout à l'heure le président Hissein Habré d'aventurier. Il ne m'appartient pas de répondre à cela; j'espère que le représentant du Tchad aura l'occasion de répondre à ce genre d'injures. On a dit également qu'il s'agissait d'un gouvernement d'insurgés, mais je voudrais savoir quelle est l'origine du Gouvernement libyen. Qu'était-il au départ ? N'était-ce pas un gouvernement d'insurgés qui a renversé un roi ? Est-ce pour cela que l'on doute de sa légitimité et de sa légalité présentes ? Je ne le crois pas.

64. Mais, puisque le représentant de la Libye a demandé où étaient les forces zaïroises lorsque Goukouni Weddey était au pouvoir, je voudrais seulement lui rafraîchir la mémoire en lui disant que les forces zaïroises étaient déjà effectivement au Tchad, à la demande de l'OUA, à l'instar d'ailleurs d'autres forces, et qu'elles étaient sous le commandement de l'OUA. Elles avaient pour instructions de ne pas intervenir dans une guerre civile. Si, en ce moment, les forces zaïroises se trouvent au Tchad, c'est à la demande d'un gouvernement que l'ensemble de l'OUA considère comme étant le Gouvernement légitime et légal du Tchad. Ce n'est pas parce qu'un ou deux Etats contestent sa légitimité que le Gouvernement du Tchad n'est pas légitime pour autant.

65. Les forces zaïroises se trouvent au Tchad, nous ne le cachons pas — nous ne sommes pas des hypocrites. Elles sont là-bas car elles ont été appelées par le gouvernement de M. Hissein Habré, et elles y resteront tant que le Gouvernement d'Hissein Habré les voudra.

66. Si les forces zaïroises interviennent, c'est parce que, justement, il s'est trouvé des forces extérieures pour agresser le gouvernement que l'OUA considère comme légitime.

67. Au mois de juin s'est tenue à Addis-Abeba la dix-neuvième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA. Il se trouvait aussi, à ce moment-là, un pays qui estimait que le véritable gouvernement était le gouvernement de M. Goukouni Weddey. Il n'a pas été suivi, et le chef d'Etat de ce pays, qui voulait absolument montrer que c'était le gouvernement de M. Goukouni Weddey qui était le gouvernement légitime a dû quitter la séance. Pourquoi ? Parce qu'il a été mis en minorité, n'ayant été suivi par personne.

68. Je suis donc étonné que l'on vienne dire au Conseil où tout de même l'on traite de choses sérieuses

— que le gouvernement légitime et légal, c'est le gouvernement de M. Goukouni Weddey. En tout cas, ce n'est pas ainsi que l'entendent les Africains.

69. On a cité également ici le communiqué du Bureau de l'OUA. Mais l'orateur qui citait tout à l'heure ce communiqué oublie que, précisément, ce communiqué s'adressait d'abord à son pays. C'est parce que son pays est intervenu au Tchad que ce communiqué a été rendu public, pour ne pas envenimer la situation.

70. Il dit en outre que son pays n'intervient pas au Tchad, et pourtant hier — je crois que tout le monde a eu l'occasion de lire les dépêches des agences de presse — l'agence de presse de son pays annonçait la mort du président Hissein Habré. Malheureusement pour lui, il semble que le président Habré est encore en vie. Pourquoi avoir annoncé cela ? Mais parce qu'ils ont bombardé totalement la ville et que, apparemment, ils avaient l'intention de tuer le président Habré dans ces bombardements — qui n'est pas mort, malheureusement pour eux. M. Goukouni Weddey qui, pour le moment, est l'insurgé, n'a pas d'avions. Qui sont-ils, alors, ceux qui bombardent la ville ?

71. Le PRÉSIDENT : Le représentant du Tchad a demandé la parole. Je la lui donne.

72. M. BARMA (Tchad) : Le représentant libyen, qui est en face de moi ici, a prétendu ne pas exercer son droit de réponse à la déclaration que nous venons de faire au nom du Gouvernement tchadien mais, en fait, il a abondamment décrit et fait l'historique de ce qui se passe au Tchad, comme s'il était un dirigeant tchadien, et il ose même juger de la légitimité d'un pays, comme si son propre gouvernement était, lui, légitime.

73. Comme vient de le rappeler très justement le représentant du Zaïre, on sait comment le colonel Kadhafi est venu au pouvoir. Il a fait un coup d'Etat. Il a renversé le roi. Un certificat de légitimité lui a-t-il été délivré par une institution internationale quelconque ? Je ne le pense pas.

74. Le représentant de la Libye vient de montrer amplement à la communauté internationale à quel point son pays s'ingère ostensiblement dans les affaires intérieures du Tchad, car de quel droit se permet-il de porter des jugements de valeur sur la personne du chef de l'Etat tchadien ?

75. Je ne m'abaisserai pas au niveau du représentant libyen car je suis un homme bien élevé et je parle au nom d'un Etat. Je ne m'abaisserai donc pas à relever les sottises, les inepties et les bêtises qu'il vient de proférer à l'égard du chef de l'Etat tchadien. Je laisse le Président et les membres du Conseil juges de tout ce que vient de dire le représentant libyen sur la personne de M. Hissein Habré, président de la République du Tchad, qu'il le veuille ou non, car ce n'est pas lui qui va installer un régime au Tchad. Je sais que c'est ce que la Libye cherche à faire depuis longtemps, depuis 20 ans;

c'est ainsi que le peuple tchadien ne connaît pas la paix. Le représentant libyen prétend que la Libye a œuvré pour la réconciliation nationale, mais comme je l'ai dit dans ma déclaration la Libye a été et reste l'obstacle majeur à la réconciliation nationale. La Libye cherche coûte que coûte à placer ses hommes de paille au Tchad pour pouvoir faire du Tchad ce qu'elle veut. Mais la Libye n'y arrivera pas parce que la détermination du peuple tchadien est grande à cet effet.

76. A ce que prétend le représentant libyen, son pays serait neutre dans les événements du Tchad et aurait demandé à l'OUA d'envoyer une commission d'enquête pour vérifier ce qui se passe au Tchad. Pour autant que je sache, les rebelles tchadiens n'ont pas d'avions. Qui, alors, bombarde la ville de Faya-Largeau, sinon les avions libyens — et vos porte-parole ont reconnu que des avions libyens survolent le territoire tchadien et continuent de le bombarder.

77. Quant à ce que le représentant libyen a appelé l'"intervention étrangère au Tchad", je voudrais dire à l'endroit de cet orateur que s'il y a intervention étrangère au Tchad, c'est bien l'intervention libyenne. Il y a une agression caractérisée, une agression ouverte de la Libye contre le peuple tchadien, qui fait le drame du peuple tchadien. Si des pays amis, qu'il a cités, ont bien voulu répondre à l'appel qui leur a été lancé, c'est qu'ils ont répondu à l'appel d'un gouvernement légitime, d'un gouvernement reconnu par la communauté internationale, n'en déplaise au représentant libyen. Donc, s'il y a intervention étrangère au Tchad, s'il y a agression contre le Tchad, c'est bien de la part de la Libye et de nul autre pays.

78. Je m'en tiens là pour le moment mais je me réserve le droit de faire la réponse appropriée lorsque j'aurai le compte rendu in extenso de la déclaration du représentant de la Libye.

79. Le PRÉSIDENT : Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a demandé la parole. Je la lui donne.

80. M. BURWIN (Jamahiriya arabe libyenne) [*interprétation de l'arabe*] : A sa dix-huitième session, tenue à Nairobi en juin 1981, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA a adopté une résolution sur le Tchad, dont le paragraphe 2 se lit ainsi :

“Réaffirme son soutien au gouvernement d'union nationale de transition et demande à tous les Etats membres de l'OUA d'appuyer ce gouvernement dans

ses efforts pour maintenir la paix et la sécurité dans le pays et de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays”¹.

81. J'ai déclaré qu'il y avait eu des forces libyennes au Tchad. Si la Libye avait voulu imposer un président au Tchad, elle l'aurait fait. Mais les forces libyennes sont allées au Tchad à la demande du gouvernement légitime du Tchad et s'en sont retirées à la demande de ce même gouvernement.

82. La Libye adopte une position neutre dans le conflit au Tchad, qui est un conflit entre factions tchadiennes.

83. Si, comme on le prétend, il y a un gouvernement légitime au Tchad, qu'il y règne la sécurité et la stabilité, pourquoi prenons-nous la peine de discuter de la détérioration de la situation au Tchad et pourquoi les forces zairoises et les conseillers militaires des Etats-Unis et d'autres pays s'y trouvent-ils, comme s'y trouvent des mercenaires, à ce qu'ont rapporté des journalistes japonais ?

84. Goukouni Weddey est-il ou non tchadien ? Ceux qui se battent à ses côtés ne sont-ils pas eux aussi des Tchadiens ? Qui a occupé Abéché et Om-Chalouba ? Etaient-ce les forces libyennes ? Qui a détruit N'Djamena et assassiné les fidèles dans une mosquée ? N'était-ce pas Hissein Habré ? Qui a enlevé l'archéologue française ? N'était-ce pas Hissein Habré ?

85. La déclaration de l'OUA s'adressait à tous les Etats africains, et c'est pourquoi Hissein Habré l'a rejetée. Elle s'adressait également à tous les Etats non africains intervenant au Tchad.

86. J'ai déclaré que la détérioration de la situation au Tchad avait sans aucun doute des effets négatifs sur mon pays et que cela créerait des problèmes pour la Jamahiriya arabe libyenne. Comme je l'ai dit, la Jamahiriya arabe libyenne est prête à rechercher la véritable réconciliation nationale au Tchad, réconciliation qui englobe toutes les factions tchadiennes.

La séance est levée à 15 h 25.

NOTE

¹ A/36/534, annexe II, résolution AHG/Res.102(XVIII)/Rev.1.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
